

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS UTILISÉES	9
GRATITUDE.....	13
PRÉFACE.....	15
SOMMAIRE	19
INTRODUCTION	21

PARTIE I LA MISSION CONTRÔLÉE

TITRE I. – Le sens de la mission.....	51
Chapitre 1. – Le foisonnement de la notion de mission.....	53
Section 1. – La multiplicité des emplois du terme « mission »	53
§ 1. – <i>Au sein du Code de procédure civile</i>	53
§ 2. – <i>En matière arbitrale</i>	55
A. La mission arbitrale entendue dans un sens général :	
la <i>mission-office</i>	55
1. Les emplois législatifs.....	55
2. Les emplois pratiques	57
B. La mission arbitrale entendue dans un sens restreint :	
la <i>mission-contrat</i>	58
1. Une pluralité d’emplois	58
a. La mission d’amiable compositeur	58
b. La conformité de l’arbitre à la mission qui lui avait été confiée.....	60
c. La mission de l’arbitre comme limite à la saisine de la Cour d’appel.....	60
2. Une identité sémantique.....	60
a. La mission d’amiable compositeur, une <i>mission- contrat</i>	60

b. Les « limites de la mission de l'arbitre », identité avec la mission visée à l'indice 3 des articles 1492 et 1520 du Code de procédure civile.....	61
i. Une identité reconnue progressivement	61
ii. Des objections surmontables.....	67
Section 2. – La pluralité de sources.....	72
§ 1. – <i>Convention d'arbitrage et mission de l'arbitre</i>	74
§ 2. – <i>Objet du litige et mission de l'arbitre</i>	74
A. Principe dispositif.....	75
B. Objet du litige et convention d'arbitrage.....	76
Chapitre 2. – La définition de la mission	81
Section 1. – La mission générale de l'arbitre	81
§ 1. – <i>La dualité des formes de la mission de l'arbitre</i>	81
A. La double dimension de la mission de l'arbitre.....	81
1. La dualité de l'arbitrage.....	81
a. La nature juridictionnelle de l'arbitrage.....	83
b. La dimension conventionnelle de l'arbitrage	86
i. L'origine conventionnelle de l'arbitrage.....	86
ii. Les rapports contractuels entre les acteurs de l'arbitrage	88
α. La convention d'arbitrage	88
β. Le contrat d'arbitre	89
γ. Le contrat d'organisation de l'arbitrage	92
δ. Le contrat de collaboration arbitrale.....	93
2. La dualité de la mission de l'arbitre	94
a. La <i>mission-office</i>	94
i. La mission juridictionnelle de l'arbitre	95
α. L'arbitre est un juge.....	95
β. La reconnaissance d'une mission juridictionnelle de l'arbitre	96
γ. L'identité des missions juridictionnelles du juge et de l'arbitre	99
ii. L'étendue de la mission juridictionnelle arbitrale	102
b. La <i>mission-contrat</i>	104
i. L'obligation d'exécuter sa mission jusqu'au bout	104
ii. L'organisation de l'arbitrage.....	107
α. En cas d'arbitrage institutionnel	107

β. En cas d'arbitrage <i>ad hoc</i>	108
iii. Les obligations tenant à la personne de l'arbitre.....	109
iv. Les obligations conventionnelles en lien direct avec l'exercice de la mission juridictionnelle.....	114
v. Les obligations plus incertaines.....	114
B. La dualité du régime de responsabilité.....	115
1. La dualité des actions en responsabilité.....	115
2. L'immunité juridictionnelle.....	117
3. La responsabilité contractuelle.....	119
§ 2. – <i>L'unité de la mission de l'arbitre</i>	122
A. Une mission unifiée.....	122
B. L'interaction des composantes d'une mission unifiée.....	122
Section 2. – La mission visée à l'indice 3 des articles 1492 et 1520 du Code de procédure civile.....	126
§ 1. – <i>Définition négative</i>	127
A. L'exclusion de la mission juridictionnelle.....	127
B. La distinction avec le contrat d'arbitre.....	129
§ 2. – <i>Définition positive</i>	130
A. Les aspects conventionnels de la mission de l'indice 3.....	131
B. Les aspects juridictionnels de la mission de l'indice 3.....	134
TITRE II. – L'étendue du cas d'ouverture	137
Chapitre 1. – Le champ de la mission contrôlée	139
Section 1. – Les griefs inclus.....	139
§ 1. – <i>Les contours de l'objet du litige</i>	140
A. La violation des contours du litige.....	141
1. <i>Ultra petita</i>	141
2. <i>Infra petita</i>	141
a. L'exclusion du défaut de réponse à un moyen.....	142
b. La prise en compte de l'autorité de chose jugée.....	145
B. Une violation de la mission de l'arbitre.....	147
1. La vérification des critères constitutifs.....	147
2. Dépasser les objections jurisprudentielles.....	149
a. L'exclusion jurisprudentielle de la liste des cas d'ouverture.....	149
i. Le refus jurisprudentiel du rattachement à la conformité de l'arbitre à sa mission.....	149

ii. La justification de ce rejet	152
b. <i>L'infra petita</i> , violation de sa mission par l'arbitre.....	154
§ 2. – <i>Les pouvoirs confiés à l'arbitre</i>	156
A. Les règles de droit.....	156
1. L'émanation de la volonté des parties	156
a. Primauté des parties.....	157
b. Liberté subsidiaire des arbitres.....	159
2. La participation directe à l'exercice de la mission juridictionnelle arbitrale	160
3. La violation du droit applicable, violation de la mission arbitrale	161
a. Les griefs relatifs au droit applicable	161
b. Le rattachement au respect de sa mission par l'arbitre	161
B. L'amiable composition.....	161
1. Les contours de la mission d'amiable compositeur.....	163
a. Obligations et pouvoirs inhérents à la mission juridictionnelle de l'amiable compositeur	163
b. Les pouvoirs de l'amiable compositeur sur les dispositions contractuelles	166
2. La nature de la mission d'amiable compositeur.....	170
a. La mission d'amiable compositeur ressortit au respect de sa mission par l'arbitre.....	170
b. La mission d'amiable compositeur, considérée comme un devoir	172
C. La motivation.....	173
1. L'existence d'une motivation	175
a. La pluralité des cas d'ouverture invocables	175
b. La pertinence de l'indice 3.....	179
i. La volonté, élément inopérant en matière interne ...	179
ii. La volonté, élément prépondérant en matière internationale	180
2. La contradiction de motifs.....	184
a. Confrontation aux critères constitutifs de la mission de l'arbitre.....	184
b. La contradiction de motifs procède de la mission de l'arbitre.....	186
D. La procédure voulue par les parties	192
1. L'émanation de la volonté des parties	192

a. La primauté de la volonté des parties	193
b. Une volonté concurrencée.....	195
i. Le moment d'expression de la volonté procédurale des parties, critère de la liberté de l'arbitre	196
ii. Les ressources à la disposition de l'arbitre	198
2. La participation directe à l'exercice de la mission juridictionnelle	201
3. Le rattachement au respect de sa mission par l'arbitre	202
E. Le délai d'arbitrage	205
Section 2. – L'exclusion du mal jugé.....	210
§ 1. – <i>L'exclusion des griefs juridictionnels</i>	211
§ 2. – <i>Les illustrations de l'exclusion</i>	211
A. La dénaturation ne ressortit pas à la violation de la mission arbitrale.....	211
B. L'exclusion de la bonne application du droit.....	221
Chapitre 2. – La légitimité du cas d'ouverture	225
Section 1. – La mesure du cas d'ouverture.....	225
§ 1. – <i>La mesure de la formulation</i>	225
§ 2. – <i>La mesure de l'étendue du cas d'ouverture</i>	228
Section 2. – La pertinence du cas d'ouverture de la conformité de l'arbitre à sa mission.....	231
§ 1. – <i>La pertinence matérielle du cas d'ouverture</i>	231
A. Le sort des griefs invoqués au titre de ce cas d'ouverture.....	232
B. Le rattachement des violations à d'autres cas d'ouverture existants.....	233
§ 2. – <i>La pertinence personnelle du cas d'ouverture</i>	241

PARTIE II

LE CONTRÔLE DE LA MISSION

TITRE I. – Le contrôle	249
Chapitre 1. – Le contrôle retenu	251
Section 1. – L'intensité du contrôle.....	251
Section 2. – Les griefs contrôlés.....	255
§ 1. – <i>Le contrôle des contours du litige : l'ultra petita</i>	255
A. L'étendue du contrôle	256

1. Le champ de l'objet du litige.....	256
a. L'impact de la source de la mission sur les demandes nouvelles.....	258
i. L'impact de la convention d'arbitrage sur les demandes nouvelles.....	258
ii. L'impact d'un éventuel acte de mission sur les demandes nouvelles.....	260
b. La diversité des demandes nouvelles.....	264
2. Les dommages-intérêts.....	268
B. Le régime du contrôle.....	275
§ 2. – <i>Le contrôle des pouvoirs confiés à l'arbitre</i>	276
A. Les règles juridiques.....	276
1. Les règles de droit.....	276
a. L'obligation d'appliquer le droit choisi par les parties.....	276
i. L'appréhension de la règle de droit par l'arbitre.....	277
α. Requalification et relevé d'office.....	277
β. L'interprétation de la règle de droit par l'arbitre.....	282
ii. Choisir une règle de droit autre que celle voulue par les parties.....	284
b. Les pouvoirs de l'arbitre face à la <i>lex mercatoria</i>	285
i. L'applicabilité de la <i>lex mercatoria</i>	285
ii. L'application des usages.....	289
iii. La conformité à sa mission de l'arbitre appliquant la <i>lex mercatoria</i>	290
2. L'amiable composition.....	292
a. Les limites d'un contrôle formaliste.....	293
i. Le critère jurisprudentiel formel.....	293
ii. Les contorsions jurisprudentielles, preuves de l'inadéquation du contrôle opéré.....	296
b. Repenser le contrôle.....	297
i. Les alternatives au contrôle formel.....	297
ii. L'assouplissement des modalités du contrôle.....	299
B. L'instance arbitrale.....	303
1. Les règles de procédure.....	303
a. Les modalités du contrôle.....	303
b. L'étendue du contrôle.....	305

2. L'existence d'une motivation	310
a. Un contrôle limité à l'existence d'une motivation.....	310
b. La recherche de « véritables motifs ».....	312
3. Le délai d'arbitrage	314
Chapitre 2. – La restriction du contrôle	317
Section 1. – Le contrôle exclu	317
§ 1. – <i>L'irrecevabilité du contrôle</i>	319
A. <i>L'estoppel</i>	319
B. La renonciation à se prévaloir d'une irrégularité.....	320
§ 2. – <i>L'exclusion du contrôle par refus de la révision au fond</i>	322
A. L'appréciation en équité	323
B. La pertinence et la cohérence de la motivation	324
1. La pertinence de la motivation.....	324
a. L'absence de contrôle de la pertinence ou du pouvoir de conviction de la motivation	324
b. L'inutilité de la recherche d'une motivation « suffisante »	326
2. La contradiction de motifs.....	327
a. L'abandon du contrôle de la contradiction de motifs	327
b. L'opportunité de l'abandon du contrôle de la contradiction de motifs.....	331
Section 2. – L'exhaustivité du contrôle.....	333
§ 1. – <i>Les frontières assurées du cas d'ouverture</i>	333
§ 2. – <i>L'absence de contrôle par défaut</i>	336
TITRE II. – La sanction	339
Chapitre 1. – La sanction évitée	341
Section 1. – Les alternatives à la sanction.....	341
§ 1. – <i>La sanction partielle</i>	341
§ 2. – <i>Le « sauvetage » de la sentence</i>	345
§ 3. – <i>La réparation de la sentence</i>	350
A. Le retour devant l'arbitre	353
B. La saisine d'une nouvelle juridiction	357
1. La constitution d'un nouveau tribunal arbitral.....	357
a. Des conditions restreintes en matière d'arbitrage interne	357

b. La constitution d'un nouveau tribunal arbitral en matière d'arbitrage international.....	358
2. La saisine des juridictions étatiques.....	362
Section 2. – Les critères de la sanction	365
§ 1. – <i>Les conditions nécessaires mais insuffisantes de la sanction</i>	365
§ 2. – <i>Le grief comme condition déterminante de la sanction</i>	368
Chapitre 2. – La sanction prononcée	381
Section 1. – L'échec d'une alternative à la sanction	381
§ 1. – <i>La violation des pouvoirs en équité</i>	381
A. La rareté des annulations prononcées	381
B. La sanction opportune de la violation de la mission d'amiable compositeur	383
§ 2. – <i>Le recours résiduel à l'annulation en cas d'infra petita</i>	386
§ 3. – <i>L'annulation, une sanction justifiée de l'ultra petita</i>	390
Section 2. – La conséquence d'une violation.....	391
§ 1. – <i>L'application de la règle de droit</i>	391
§ 2. – <i>L'absence de motivation</i>	392
§ 3. – <i>Le dépassement du délai d'arbitrage</i>	394
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	399
ANNEXE.....	401
BIBLIOGRAPHIE.....	407
INDEX	427